

MALI

SUIVI DE LA SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



DEUXIEME TRIMESTRE 2023

RESUME

Du point de vue disponibilité, malgré une production supérieure à la moyenne des cinq dernières années la baisse saisonnière des offres de céréales s'est poursuivie progressivement sur les marchés durant la période d'avril à juin en raison de l'épuisement ou l'amenuisement des stocks paysans.

Pour les ménages, la principale source d'approvisionnement est le marché avec 62% des parts suivi de la propre production avec 36%. Quant aux prix, ils sont stables dans l'ensemble pour les céréales de base mais restent tout de même élevé par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Globalement le niveau d'approvisionnement des marchés est suffisant sauf dans la région de Ménaka, au Sud-Est d'Ansongo et au Sud de Gao où l'insécurité provoque des perturbations sur les marchés.

Comme durant le trimestre précédant l'ordre de classement des principales sources de revenus n'a pas changé. Les trois premières sources de revenu pour les ménages sont la vente des produits agricoles (53.3%), les petits métiers (24,7%) et le commerce (17,3). Par ailleurs une proportion non négligeable de ménages a comme source de revenu le travail salarié, l'élevage et le travail journalier.

L'analyse de la diversité alimentaire montre que les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans ont une bonne diversité alimentaire. 59,8% des FEFA consomment au moins 5 groupes alimentaires.

L'évolution de la campagne agricole est jugée moyenne pour 25% des répondants et mauvaise pour la même proportion à cause surtout des inondations (38,9%) et difficultés d'accès aux intrants agricoles (34.3%).

Sur le plan pastoral, la régénération du tapis herbacé et la disponibilité de pâturages sont moyenne (15.2%) alors que selon 7% la situation des pâturages est mauvaise en raison de la mauvaise installation des pluies et l'inaccessibilité aux zones de pâturage dans les zones concernées.

La situation sécuritaire reste une préoccupation majeure pour les ménages dans l'ensemble du pays et en particulier dans les régions du Nord, du centre. Au total on note 574 incidents sécuritaires qui ont touché 843 victimes.

1 METHODOLOGIES

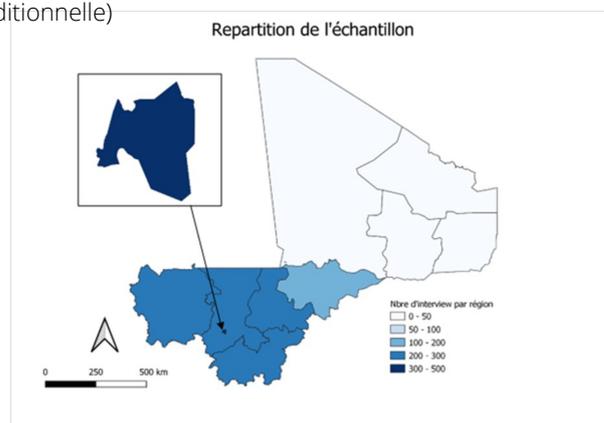
Une approche méthodologique adaptative et évolutive a associé des techniques mixtes prenant à la fois en compte les aspects aussi bien qualitatifs que quantitatifs.

Echantillon aléatoire stratifié à 2 degrés des enquêtes ENSAN qui ont la Section d'énumération (SE) - ou aire statistique de localisation géographique - pour unité primaire de sondage et le ménage comme unité secondaire.

Base de sondage mVAM constituée de la liste des numéros de téléphones valides des ménages acceptant d'être recontactés à la suite des enquêtes ENSAN conduites entre 2016 et 2023, des enquêtes de suivi post-distribution ou d'autres activités (mPDM FFA, Nutrition, post-ciblage et assistance alimentaire inconditionnelle) réalisées par le PAM et ses partenaires.

Les résultats présentés dans ce bulletin sont fondés sur une triangulation des informations issues :

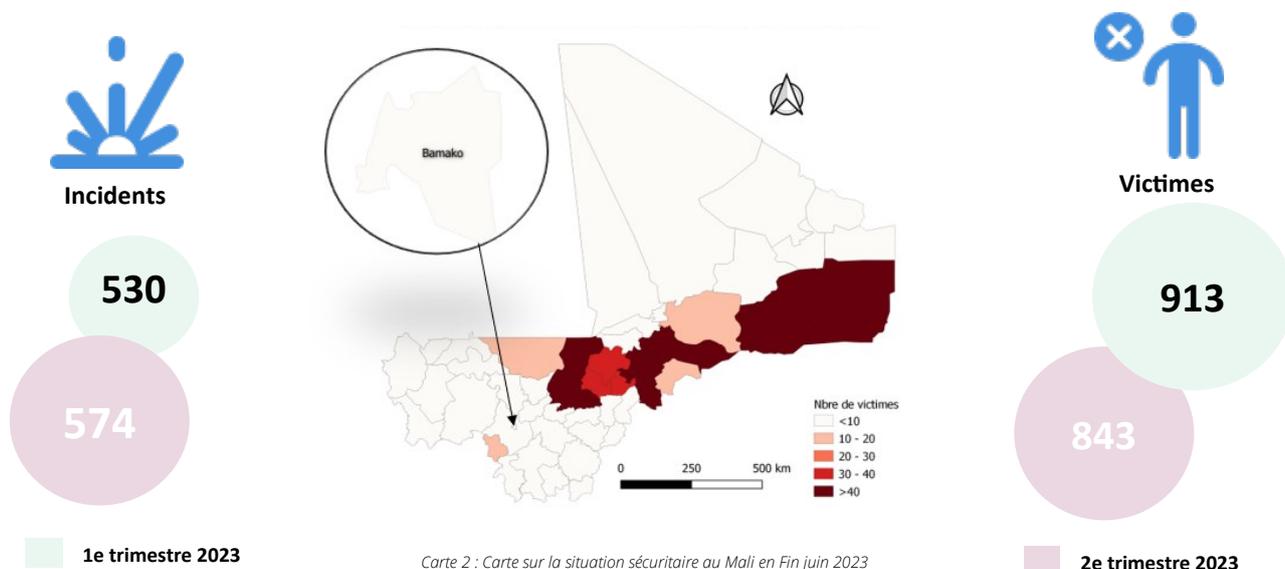
- ▶ De l'analyse des données collectées par téléphone dans le cadre de l'enquête mVAM, sur un échantillon de 1 625 ménages répartis à travers tout le pays durant la période allant du 1er avril au 30 juin 2023.
- ▶ Des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui inclut le système d'information des marchés, par le SAP, l'OMA, le PAM, la FAO, le FEWS NET et les Clusters Sécurité Alimentaire et Nutrition.



Carte 1 :: Répartition de l'échantillon sur le territoire national

2 SITUATION SÉCURITAIRE

Une légère diminution du nombre de victimes lié aux incidents sécuritaires entre le premier trimestre et le deuxième trimestre de 2023. Durant le deuxième trimestre, il y a eu 843 victimes contre 913 au premier trimestre. En termes de nombre d'incidents, il faut noter 574 en ce trimestre contre 530 incidents au premier trimestre.

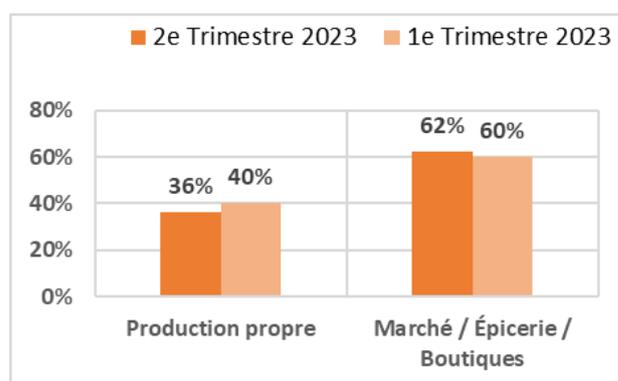


L'essentiel des incidents se sont produits dans les régions du centre et du Nord avec 173 incidents à Mopti, 100 à Ségou et 190 incidents pour Gao, Tombouctou, Ménaka et Kidal.

Malgré cette légère diminution du nombre d'incidents, la situation sécuritaire reste préoccupante dans l'ensemble avec des cas isolés d'incidents un peu partout à travers le pays au cours de ce trimestre.

3 DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

La baisse saisonnière des offres de céréales s'est poursuivie progressivement sur les marchés sur la période d'avril à juin en raison de l'épuisement ou l'amenuisement des stocks paysans en dépit d'une production supérieure à la moyenne des cinq dernières années de 2,9% et de 14,5% par rapport à celle de 2021(CPS/SDR, mars 2023). Toutefois, l'offre de céréales est supérieure à celle de l'année dernière à la même période au regard du niveau des productions et de la demande exprimée mais inférieure à celle de la moyenne des 5 dernière années en raison de l'interdiction des céréales à l'exportation et de la disponibilité moyenne des stocks paysans.



Graphique 1: Source d'approvisionnement des ménages en aliment

Le marché reste toujours la première source d'approvisionnement des ménages pour les aliments avec une proportion de ménages qui est passée de 60% courant premier trimestre à 62% pour le présent trimestre. La propre production demeure la seconde source d'approvisionnement des ménages en aliments avec une proportion des ménages passant de 40% à 36% pour la même période. Ainsi, la baisse de la source de propre production consécutive à l'épuisement des stocks paysans au niveau des ménages ayant connu une baisse de leur production ou des petits producteurs, a occasionné la hausse de la part des ménages qui s'approvisionnent sur les marchés.

La proportion des ménages dépendant de l'entraide sociale reste inchangée (1%) comparée au trimestre précédent.

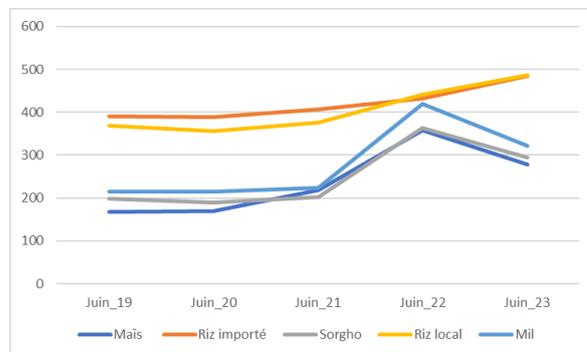
L'approvisionnement des marchés en denrées alimentaires reste suffisant dans l'ensemble excepté dans la région de Ménaka, le Sud-Est d'Ansongo et le Sud de Gao où les difficultés d'accès consécutives à l'insécurité continuent d'occasionner des perturbations des flux commerciaux.

4 ACCES ALIMENTAIRE ET EVOLUTION DE LA DEMANDE

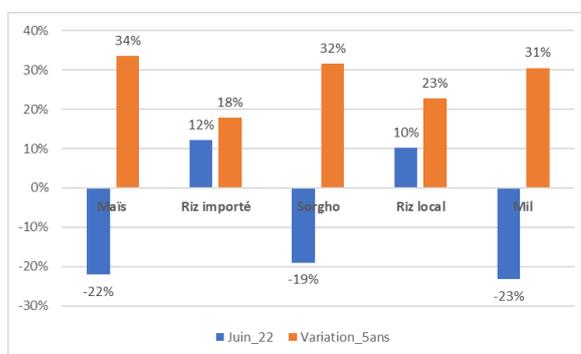
En cette période de pré-soudure, l'on continue d'observer la hausse saisonnière des demandes de céréales à la suite de l'épuisement des stocks paysans au niveau des zones déficientes et /ou dans les zones d'insécurité du pays, de la poursuite de reconstitution des stocks institutionnels de l'Etat et de certains partenaires, des stocks commerçants. En dépit de la suspension des exportations des céréales (riz, mil, sorgho, maïs), les flux se poursuivent en dehors du pays surtout en destination de la Mauritanie et du Burkina Faso mais à un niveau nettement inférieur à la moyenne. Les demandes locales des ménages connaissent une hausse progressive en raison de l'épuisement des stocks paysans par endroits.

En fin juin, sur les marchés des capitales régionales, on observe une relative stabilité dans l'ensemble. Le prix de la céréale de base (mil, sorgho, maïs) est stable dans l'ensemble (-6 à 1 pour cent) par rapport au mois passé sur les marchés des chefs-lieux de région excepté Kayes et Sikasso où il est respectivement en baisse de 9 pour cent et 11 pour cent.

Par contre les prix comparés à la moyenne quinquennale est nettement supérieur (7 à 48%) sur les marchés des capitales régionales (voir détails sur le graphique).

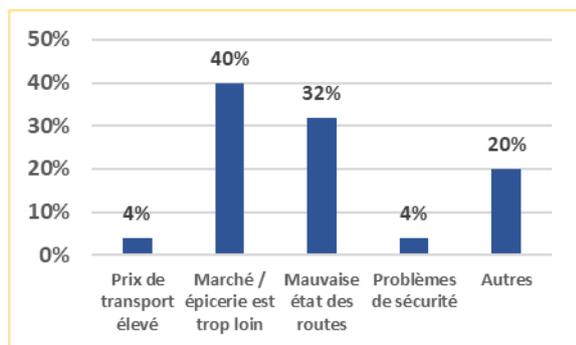


Graphique 3: Evolution des prix moyens nationaux des céréales durant les 5 dernières années

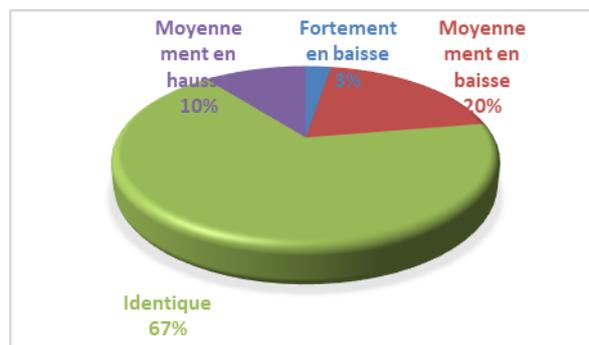


Graphique 4: Variation du prix des céréales par rapport à juin 2022 et à la moyenne de 5 ans

Le niveau élevé des prix des céréales par rapport à la moyenne tient surtout à la hausse du coût de la production, de l'insécurité qui continue de perturber le niveau d'approvisionnement de certains marchés et aussi au contexte économique difficile marqué par une inflation ayant entraîné la hausse des coûts de transports. Les difficultés d'accès aux marchés dues à l'éloignement pour 40 % des ménages, l'état défectueux des routes pour 32% des ménages, contribuent à renchérir le niveau des prix des denrées alimentaires, affectant ainsi le pouvoir d'achat des ménages surtout les pauvres dans ce contexte de baisse du niveau des revenus pour 23% des ménages.



Graphique 5: Raisons pour lesquelles les ménages n'ont pas pu accéder au marché



Graphique 6: Evolution des revenus des ménages par rapport aux 6 derniers mois

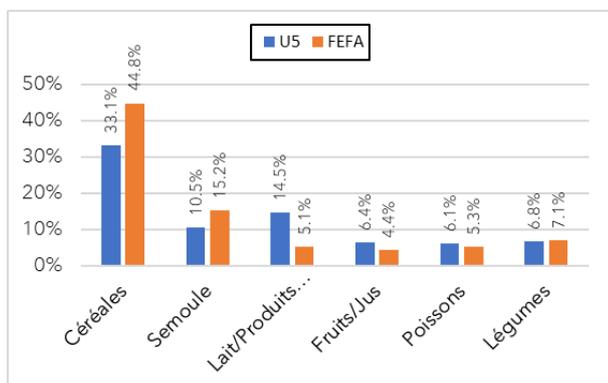
5 DIVERSITE ALIMENTAIRE DES FEMMES ET DEPISTAGE DES ENFANTS DE 6 A 23 MOIS

Les résultats du mVAM indiquent une bonne diversité alimentaire chez les FEFA et les enfants de moins de cinq ans c'est-à-dire le pourcentage de personnes ayant une alimentation de qualité suffisante (consommation d'au moins cinq des dix groupes d'aliments). L'analyse de la diversité alimentaire chez les femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) et les enfants de moins de 5 ans durant ce trimestre laisse voir que les céréales viennent en première position.

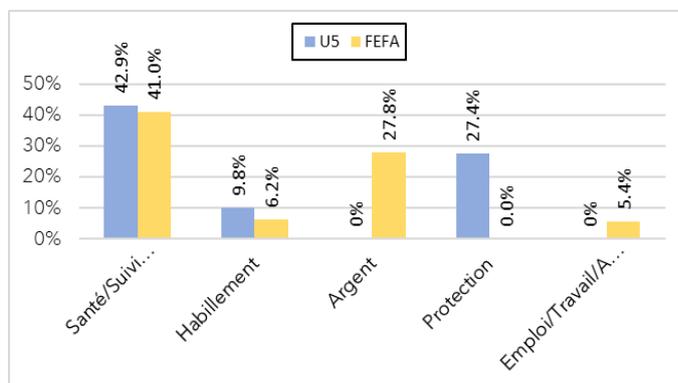
Elles représentent un besoin alimentaire prioritaire pour 44,8% des FEFA et 33,1% des enfants de moins de 5 ans. La semoule, le lait, le poisson et les légumes aussi sont consommés chez la plupart des femmes et des enfants.

L'analyse des principaux besoins non alimentaires des Femmes enceinte et allaitantes et des enfants de moins de 5 ans laisse voir pour les FEFA la santé (41%) suivie des ressources financières (27,8%) et pour les enfants, la santé (42,9%) et la protection (27,4%).

Les activités de dépistage pour les enfants de 6 à 23 mois continuent et sont majoritairement réalisé par les relais communautaires pour près de 51,5%. Des efforts sont à faire pour ancrer le dépistage dans les habitudes des ménages à travers l'approche PB-famille.



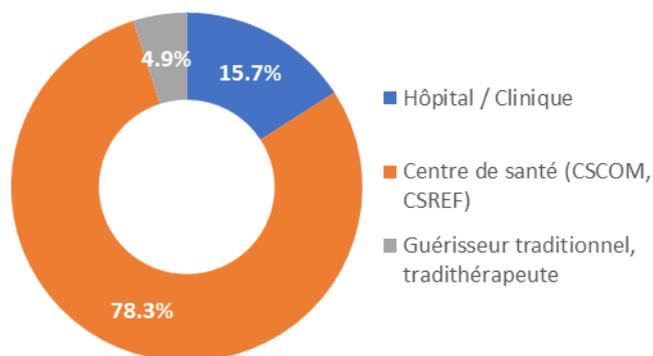
Graphique 7 : Besoins prioritaires alimentaires des FEFA et des enfants de moins de 5 ans



Graphique 8 : Besoins prioritaires non alimentaires des FEFA et des enfants de moins de 5 ans

6 ACCES AUX SERVICES DE SANTE ET NUTRITION

Les centres de santé (CSCoM, CSRef) sont les structures les plus utilisées (78,3%) par les répondants, suivi des hôpitaux/ cliniques (15,7%) et de la consultation des guérisseurs traditionnels/tradithérapeutes (4,9%). Par rapport à l'accès au centre de santé / hôpital / clinique et à d'autres services de santé tels que les pharmacies, 66,6% des répondants ont affirmé avoir normalement accès. Cette proportion a baissé par rapport à celle du trimestre dernier qui était à 72,7%. Pour les 33,4% des répondants ayant affirmé avoir eu des difficultés à accéder au centre de santé / hôpital / clinique et à d'autres services de santé, les 2 principales raisons portent sur l'éloignement des hôpitaux/centres de santé (65,4%) et le manque de ressources financières (44,1%). Il est à noter que 54% des répondants affirment ne pas avoir eu du mal à acheter les médicaments nécessaires. Parmi les 18,1% qui affirment le contraire, 61,8% ont avancé le manque de ressources financières comme raison principale.

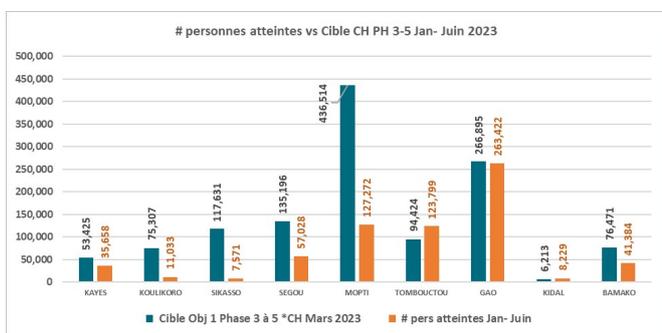


Graphique 9 : Fréquentation des services des structures de santé en fin juin 2023

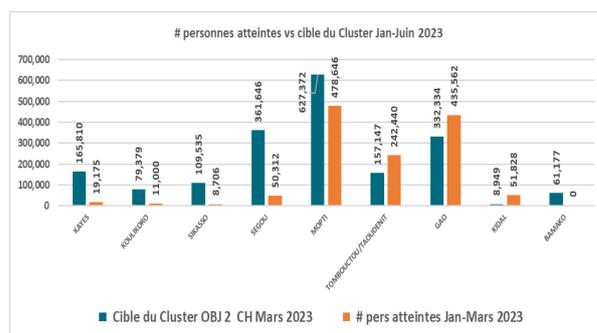
7 BILAN DE LA RÉPONSE DES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PARTENAIRES DE L'ETAT SUR LA PÉRIODE D'ARVIL À JUIN 2023

Au cours du premier semestre 2023 (janvier à juin), les réponses apportées par 30 Organisations (ONGs et Agences UN) membres du Cluster Sécurité Alimentaire soutenues par 43 partenaires de mise en œuvre ont été analysées. Le bilan de cette réponse est le suivant :

- Pour l'assistance alimentaire d'urgence : Un total de 675 000 personnes ont bénéficié d'une aide alimentaire d'urgence, parmi lesquelles se trouvaient 76 633 PDIs (personnes déplacées internes), représentant ainsi 54% de l'objectif de 1,2 millions de personnes. Cependant, il reste un écart de 46% en considérant tous les gaps au niveau des communes. Parmi ces bénéficiaires, 644 237 individus ont reçu une assistance récurrente pendant plus d'un mois, ce qui équivaut à 95% de l'ensemble. Cette assistance a été fournie sous forme de coupons (84%), de Cash (9%) et en nature (7%). Des insuffisances dans l'aide alimentaire sont observées dans différentes régions, Sikasso, Koulikoro, Bamako, et aussi malgré le volume de la réponse à Mopti, Sikasso, Ségou, Koulikoro, Bamako et Kayes.
- Pour l'appui aux moyens d'existence : 1 297 346 personnes ont reçu un soutien pour leurs moyens de subsistance, atteignant ainsi 68% de l'objectif de 2,9 millions de personnes. Le Gap pour cet objectif est de 32%. Cependant, les types de soutien fournis comprennent l'élevage (50%), l'agriculture (17%), y compris le maraîchage, les activités génératrices de revenus (5%) et l'assistance alimentaire conditionnelle FFA (27%). La vaccination à elle seule représente 48% du soutien aux moyens de subsistance et 95% du secteur de l'élevage. Ce soutien aux moyens de subsistance est principalement concentré à Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal, Ségou, Kayes et Koulikoro, à travers différentes modalités telles que la prestation de services (57%), le Cash (30%), Nature (11%), les coupons (1%) et les approches hybrides (1%).
- Pour le renforcement de capacités : 319 structures ont bénéficié de renforcement de capacités dont 46 collectivités territoriales, 175 OSC, 66 structures de services étatiques et 32 ONGs nationales.



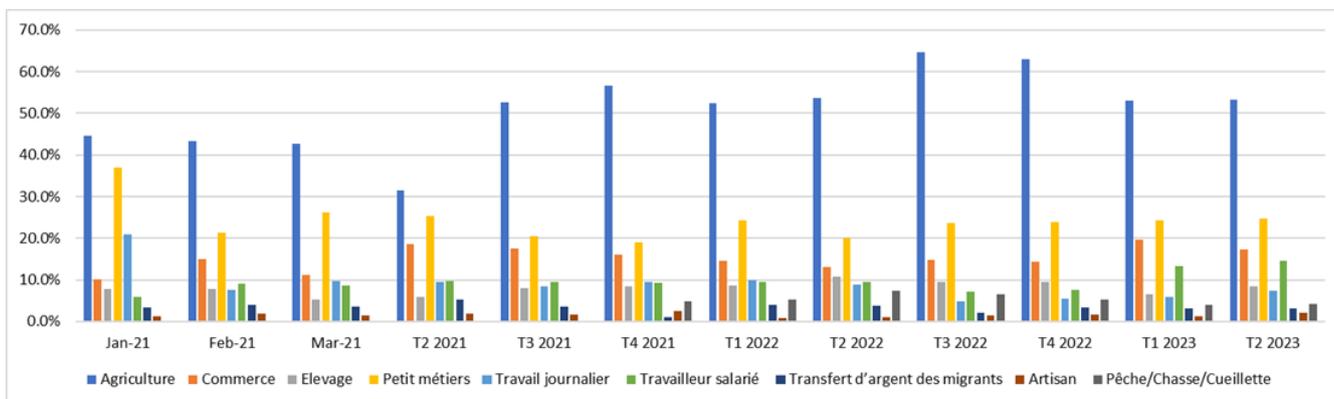
Graphique 10: Nombre de bénéficiaires de l'assistance alimentaire



Graphique 11: Nombre de bénéficiaires de l'appui aux moyens d'existence

8 CHANGEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE & STRATEGIES DE SUBSISTANCE

L'évolution des sources principales de revenus/moyens de subsistance des ménages n'a pas enregistré de changements dans l'ordre de classement des activités entre le deuxième trimestre et le premier trimestre de l'année 2023. La production/vente de produits agricoles (53,30%), les petits métiers (maçon, menuisier, etc.) (24,7%) et le commerce (17,3%) restent les trois principales sources de revenus des ménages par ordre d'importance. La proportion des ménages pour lesquels la production/vente de produits agricoles est une des sources principales de revenus est stable ainsi que la proportion des ménages avec comme source de revenue les petits métiers. En revanche la proportion des ménages avec comme source de revenue le commerce est légère en baisse (19,7% au premier trimestre contre 17,3%).



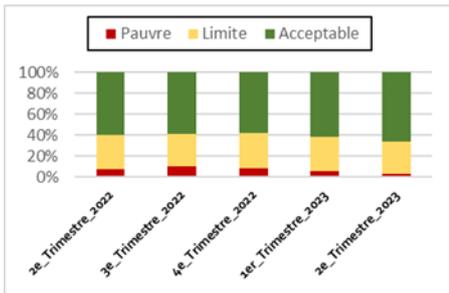
Graphique 12 : Evolution des sources de revenus des ménages jusqu'en fin juin 2023

Le recours à leur économie/épargne (58.5%), le recours au crédit en espèce/ nature (20,8%) et la réduction des dépenses non alimentaires (9.7%) sont les trois premières stratégies d'adaptation utilisées par les ménages pour répondre à leurs besoins alimentaires et non alimentaires. La proportion des ménages qui utilise leur propre économie/ épargne diminue de presque 10 points en passant de 67% à 58,7% entre les deux périodes.

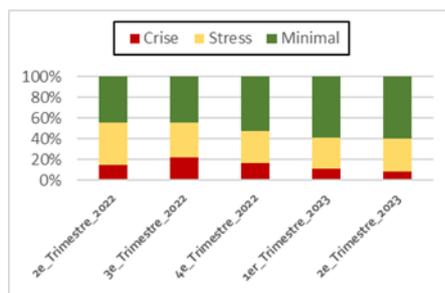
La proportion des ménages ayant recours au crédit en espèce/ nature connaît une baisse et passe de 27% à 20,8% en ce deuxième trimestre et la proportion des ménages qui ont réduit leurs dépenses non alimentaires est de 9,7% en ce deuxième trimestre alors qu'elle était de 13,2% au premier trimestre.

Les indicateurs de résultats associés à la consommation alimentaire (score de consommation alimentaire - SCA, indice simplifié des stratégies alimentaires d'adaptation - rCSI et l'indice domestique de la faim-HHS) des ménages issus de l'analyse des données mVAM confirment l'amélioration légère de la situation de sécurité alimentaire dans le pays entre le premier et le deuxième trimestre de 2023. La légère amélioration avait été amorcée depuis le début du premier trimestre de 2023.

Le score de consommation alimentaire pauvre plus limite de 34% (pauvre 3,5% et limite 30,5%) est en baisse par rapport au premier trimestre de 2023 où il était de 38,2%.



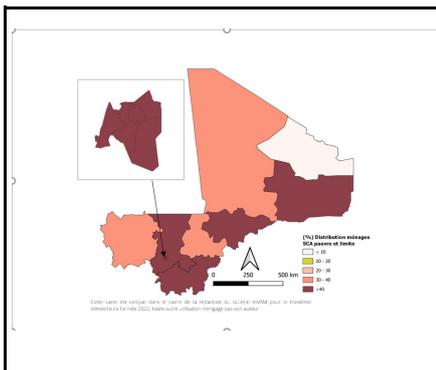
Graphique 13 : Evolution du SCA



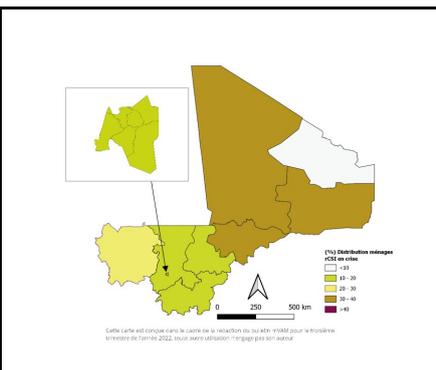
Graphique 14 : Evolution de l'utilisation des stratégies rCSI



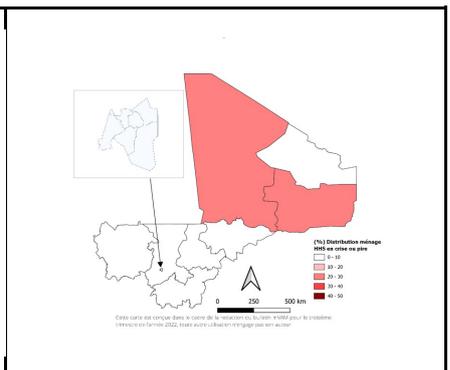
Graphique 15 : Evolution de l'Indice réduit des stratégies de survie



Distribution de la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre plus limite en fin juin 2023



Distribution de la proportion des ménages ayant un rCSI en crise en fin juin 2023



Distribution de la proportion des ménages ayant un HHS en crise ou pire en fin juin 2023

Au niveau national les résultats du mVAM pour le deuxième trimestre de l'année 2023 indiquent :

- ▶ une légère baisse de la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre plus limite entre le premier (38,2%) et le deuxième (34%) trimestre de 2023.
- ▶ une diminution de la proportion de ménages qui ont fait recours aux stratégies alimentaires d'adaptation de crise (8,5%) au deuxième trimestre contre (11,2%) au premier trimestre de 2023.
- ▶ une légère baisse de la proportion des ménages avec faim modérée à très grave : 5,4% et 4,7% respectivement au premier trimestre et au deuxième trimestre de 2023.

Au deuxième trimestre de l'année, les indicateurs de sécurité alimentaire indiquent une situation d'insécurité alimentaire relativement meilleure qu'au premier trimestre de 2023 mais qui reste tout de même préoccupante dans l'ensemble du pays.

9 SITUATION AGRICOLE ET PASTORALE

L'évolution de la campagne agricole est jugée moyenne (25%) au cours de cette période. Par contre la même proportion disent le contraire avec une mauvaise campagne dont les principales raisons seraient liées surtout aux inondations (38,9%) et difficultés d'accès aux intrants agricoles (34,3%). Le démarrage assez difficile de la saison agricole dans certaines zones de production s'explique également par une mauvaise installation de l'hivernage et les dégâts causés par les déprédateurs sur le stade de développement des cultures.

Sur le plan pastoral, la régénération du tapis herbacé et la disponibilité de pâturages sont moyenne (15.2%) actuellement dans les zones habituelles. Tandis que selon 7% la situation des pâturages est mauvaise en raison de la mauvaise installation des pluies et l'inaccessibilité aux zones de pâturage dans les zones concernées.

La production laitière journalière est moyenne (10.8%) par rapport à la situation normale. La baisse de production laitière est due principalement à la mauvaise pluviométrie (70.2%) dans les zones plus confrontée à ce phénomène.

La situation du Criquet pèlerin au Mali est restée calme durant cette période. Aucune signalisation de présence n'a été reçue par les brigades de veille en provenance des habitats traditionnels (aires grégarigènes) du Criquet pèlerin. Ainsi dans le cadre de la surveillance contre le Criquet pèlerin, aucune mission de prospection n'a été déployé sur le terrain malgré les conditions écologiques et météorologiques défavorables existantes car celles-ci ne devraient pas favoriser un développement significatif des populations autochtones de Criquet pèlerin durant les prochains mois. Toutefois, en dépit des menaces, la surveillance reste toujours de mise au niveau des brigades de veille afin de pallier toute éventualité.

10 PREOCCUPATIONS ACTUELLES DES MENAGES

La principale préoccupation exprimée par les ménages durant ce trimestre reste la crainte d'une pénurie de nourriture 85,8%. Les deux autres préoccupations sont la peur de tomber malade 34% et l'augmentation des prix des denrées alimentaires avec 17,2%.

Les populations ont également d'autres préoccupations comme la perte d'emploi (manque de travail) qui n'est pas à négliger dans le contexte actuel du pays.

En ce qui concerne les **principaux besoins prioritaires** des ménages, ils sont :

Pour les femmes enceintes et/ou allaitantes (FEFA) :

Une alimentation énergétique, saine, équilibrée, nutritive et vitaminée : les céréales, la semoule, légumes et le poisson ;

La santé (santé/suivi médical/suivi sanitaire/centre de santé/médicaments/moustiquaire), l'argent, les habillements, le travail et les Outils de travail.

Pour les enfants de moins de 5 ans et les adolescents :

Une alimentation énergétique, saine, équilibrée, nutritive et vitaminée : les céréales, le lait/produits laitiers, la semoule, les Fruits/Jus et légumes ;

La santé (santé/suivi médical/suivi sanitaire/centre de santé/médicaments.

11 RECOMMANDATIONS

Afin d'assurer une bonne sécurité alimentaire aux ménages en besoins, le Gouvernement et ses partenaires :

- ▶ Continuer à sensibiliser les populations sur l'adoption des bonnes pratiques d'hygiène ;
- ▶ Encourager la production locale des cultures à forte valeur nutritive et l'utilisation de technologie pour l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants ;
- ▶ Poursuivre la mise à l'échelle des interventions nutritionnelle dans les zones de crise nutritionnelle.
- ▶ Apporter des financements complémentaires pour combler le gap d'assistance alimentaire et permettre de prendre en charge les personnes les plus vulnérables, notamment les personnes impactées par les différents chocs ;
- ▶ Explorer des moyens alternatifs permettant d'apporter l'assistance alimentaire aux populations vulnérables des zones les plus fortement impactées par l'insécurité et les limitations de l'accès des humanitaires.

Pour plus de détails, veuillez contacter :

PAM:

Ousmane DIABRE, ousmane.diabre@wfp.org

Bakary SISSOUMA, bakary.sissouma@wfp.org

Mohamed Lamine KABA, mohamedlamine.kaba@wfp.org

FAQ:

Boubacar DEMBELE, Boubacar.Dembele@fao.org

Abdou KEITA, Abdou.Keita@fao.org

SAP:

Dr Soumaila DIARRA, dibanka2@gmail.com

FEWNET:

Adama THERA, athera@fews.net

Adama DANIOKO, adagnoko@fews.net

Cluster SA:

mali-all@fscluster.org

Cluster Nutrition:

nutritionclustermali@gmail.com